

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Secrétaire général des Nations Unies émet des recommandations pour renforcer la riposte au sida afin d'atteindre les objectifs fixés pour 2015

Dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général Ban Ki-moon exhorte les parties concernées à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration politique sur le sida de 2011.

GENÈVE, 30 avril 2012—Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a adressé son premier rapport sur le VIH à l'Assemblée générale depuis la Réunion de haut niveau sur le sida de 2011. Dans ce rapport, il souligne la nécessité urgente de parvenir à des résultats immédiats et tangibles, et d'organiser une riposte au sida plus adaptée, plus stratégique, plus efficace et plus ancrée dans les droits de l'homme.

« J'exhorte la communauté internationale à tenir les engagements qu'elle a pris. J'appelle à un changement dans la perception de l'aide qui ne doit plus être considérée comme de la charité, mais comme une responsabilité partagée et un investissement judicieux qui rapporte à tous. Ensemble, nous devons favoriser une riposte plus durable à l'épidémie de VIH afin de préserver notre avenir commun. »

Des résultats encourageants ont été enregistrés au cours des 10 dernières années et certaines avancées scientifiques révolutionnaires ont amené les dirigeants politiques à envisager la fin de l'épidémie de sida. Le rapport, intitulé « *Unis pour en finir avec le sida : atteindre les objectifs de la Déclaration politique de 2011* » indique que, selon les estimations, 2,5 millions de décès ont été évités depuis 1995 en raison d'un accès accru aux traitements antirétroviraux et que 350 000 nouvelles infections à VIH ont été évitées chez les enfants. Il souligne également les progrès réalisés dans la prévention du VIH, avec des nouvelles infections à leur plus bas niveau depuis le pic observé au milieu des années 2000.

Toutefois, le rapport avertit également que des écarts considérables persistent dans l'accès aux services en rapport avec le VIH, en particulier pour les personnes plus exposées au risque d'infection. Les lois répressives, l'inégalité entre les sexes, la violence à l'égard des femmes et d'autres violations des droits de l'homme continuent de saper les initiatives nationales de lutte contre le sida. Par ailleurs, la diminution des financements pourrait facilement mettre en péril au cours des années à venir notre capacité à élargir l'accès aux services en rapport avec le VIH et à pérenniser les progrès accomplis.

« La quatrième décennie de l'épidémie doit être celle qui aura marqué le début de la fin du sida », a déclaré Michel Sidibé, Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). « Cela peut devenir une réalité et nous devons saisir l'occasion qui se présente pour assurer un avenir sans VIH. »

Lors de la Réunion de haut niveau sur le sida de 2011, les États membres des Nations Unies ont adopté une Déclaration politique sur le sida, qui propose une feuille de route pour la réalisation de l'objectif zéro, c'est-à-dire, zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination

Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida.

et zéro décès lié au sida. La déclaration a fixé 2015 comme date limite pour atteindre un certain nombre d'objectifs spécifiques.

À travers la Déclaration politique, les États membres des Nations Unies se sont engagés à fournir un traitement antirétroviral à 15 millions de personnes d'ici à 2015, à éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants, à réduire de moitié le nombre des nouvelles infections chez les adultes, à diminuer de moitié la transmission du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables et à réduire également de moitié le nombre des décès par tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH.

Les pays se sont également engagés à combler le déficit de ressources, en investissant chaque année entre 22 et 24 millions de dollars jusqu'en 2015, à répondre aux besoins des femmes et des filles, à faire disparaître la stigmatisation et la discrimination, et à favoriser l'intégration de la riposte au VIH dans les efforts de santé publique et de développement.

Dans son rapport, le Secrétaire général souligne que, pour atteindre les objectifs fixés pour 2015, toutes les parties concernées devront redoubler d'efforts et qu'il sera nécessaire d'appliquer des méthodes de travail plus adaptées et plus efficaces.

Le Secrétaire général présente un certain nombre de recommandations à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Le rapport indique par exemple que, pour atteindre l'objectif d'une réduction de 50% de la transmission du VIH par voie sexuelle, le nombre des nouvelles infections transmises sexuellement devra diminuer d'au moins 1 million d'ici à 2015. Pour parvenir à ce résultat, les programmes de prévention du VIH devront s'employer à renforcer, à pérenniser et à généraliser les changements de comportements par la promotion de l'égalité des sexes et du respect mutuel, et se concentrer davantage sur les zones géographiques et les populations dans lesquelles surviennent les nouvelles infections.

Pour réduire de moitié la transmission du VIH parmi les consommateurs de drogues, le nombre des nouvelles infections dans cette population devra diminuer d'au moins 120 000 chaque année. Le Secrétaire général encourage les parties concernées à faire appel à la sagesse, au courage et à la détermination nécessaires pour mettre en œuvre des programmes de prévention solides et éclairés par des données probantes visant à démarginaliser les populations clés, y compris les consommateurs de drogues injectables.

Le nombre des décès par tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH devra diminuer d'au moins 180 000 pour atteindre l'objectif d'une réduction de moitié de ces décès d'ici à 2015. Pour y parvenir, les taux de traitement curatif et de dépistage de la tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH devront passer respectivement de 70% à 85% et de 40% à 80% entre 2010 et 2015. La réalisation de cet objectif permettrait de diminuer de 80% le nombre des décès par tuberculose et de sauver un million de personnes.

Dans ses recommandations, le Secrétaire général exhorte les pays à entreprendre immédiatement un examen approfondi des cadres stratégiques et juridiques nationaux afin d'éliminer les obstacles à une riposte efficace et fondée sur les droits. Il appelle également à de nouveaux partenariats et à une nouvelle approche des investissements dans la riposte au VIH pour mobiliser les ressources nécessaires. En 2010, 15 milliards de dollars ont été consacrés à la riposte au sida toutes sources confondues. Le rapport souligne que

8 milliards de dollars supplémentaires seront nécessaires pour atteindre l'objectif de 22 à 24 milliards de dollars affectés à la riposte au VIH d'ici à 2015.

Rapport du Secrétaire général des Nations Unies à l'Assemblée générale :

[Unis pour en finir avec le sida : atteindre les objectifs de la Déclaration politique de 2011](#)

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

L'ONUSIDA

L'ONUSIDA est un partenariat innovant des Nations Unies qui guide et mobilise le monde en vue de mettre en place un accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH. Pour en savoir plus : unaids.org.